

## Ouverture à Ouagadougou d'un séminaire africain sur l'éducation

Ouagadougou, Burkina Faso, 14/03 - Le troisième séminaire international de l'UNESCO pour la réforme des systèmes éducatifs afin de lutter contre la pauvreté a débuté ses travaux lundi à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso.

La rencontre de cinq jours, qui regroupe une cinquantaine de délégués de neuf pays africains, a pour thème "Dialogue politique et stratégies de mise en oeuvre du changement du curriculum".

Les participants viennent de l'Angola, du Burkina Faso, du Burundi, du Congo, du Mali, de l'île Maurice, du Mozambique, du Niger et du Rwanda.

La coordinatrice de programmes du Bureau international d'éducation (BIE/UNESCO) à Genève, Christine Panchaud, a indiqué que cette rencontre fait suite à celles qui ont permis l'élaboration d'outils conceptuels et d'analyse des curricula existants sous l'angle de la lutte contre la pauvreté.



## **Ouverture à Ouagadougou d'un séminaire africain sur l'éducation**

---

**Ouagadougou, Burkina Faso (PANA)** – Le troisième séminaire international de l'UNESCO pour la réforme des systèmes éducatifs afin de lutter contre la pauvreté a débuté ses travaux lundi à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso.

La rencontre de cinq jours, qui regroupe une cinquantaine de délégués de neuf pays africains, a pour thème "Dialogue politique et stratégies de mise en oeuvre du changement du curriculum".

Les participants viennent de l'Angola, du Burkina Faso, du Burundi, du Congo, du Mali, de l'île Maurice, du Mozambique, du Niger et du Rwanda.

La coordinatrice de programmes du Bureau international d'éducation (BIE/UNESCO) à Genève, Christine Panchaud, a indiqué que cette rencontre fait suite à celles qui ont permis l'élaboration d'outils conceptuels et d'analyse des curricula existants sous l'angle de la lutte contre la pauvreté.

**Ouagadougou - 13/03/2006**

## **Changement du curriculum de l'éducation de base : le dialogue politique comme outil**

**Sidwaya** (Ouagadougou)

ACTUALITÉS

22 Mars 2006

Publié sur le web le 22 Mars 2006

By Régine Zerbo

Le 3e séminaire international de l'UNESCO sur «Le dialogue politique et les stratégies de mise en oeuvre du changement du curriculum» s'est achevé à Ouagadougou le 17 mars 2006.

En cinq jours, les acteurs-clé de l'éducation de base ont partagé leurs expériences et «reçu» des connaissances en matière de dialogue politique.

Le ministre délégué chargé de l'Alphabétisation et de l'Education non-formelles, Amadou Diemdioda Dicko : «Ce séminaire a confirmé l'existence des besoins de plus en plus pressants de changements curriculaires dans nos différents pays». Le directeur général adjoint de l'Institut national de recherche et de développement de l'éducation de l'Angola, Pedro Nsiangengo : «Cette rencontre a été l'occasion pour nous de mieux comprendre ce qui est fait dans les autres pays dans le domaine de l'éducation». Rajem Semparsadsing, conseiller pédagogique au ministère de l'Education de l'Ile Maurice :

«La filière pré-professionnelle nous permet de maintenir les enfants à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans». La coordinatrice du Programme du bureau international de l'éducation, Christine Panchard: «Nous avons vu que nous pouvons tous apprendre de ce qui a été fait ailleurs, même si ailleurs est différent».

Ouvert à Ouagadougou le 13 mars dernier, le 3e séminaire international de l'UNESCO sur «Le dialogue politique et les stratégies de mise en oeuvre du changement du curriculum» s'est achevé le 17 mars 2006. Cinq jours durant, les participants venus d'Afrique et d'ailleurs, ont fait les bilans, réaliser des analyses et comparaisons sur le changement curriculaire en lien avec la lutte contre la pauvreté dans les neufs pays que sont l'Angola, le Burkina-Faso, le Burundi, le Congo-Brazzaville, le Mali, l'Ile Maurice, le Mozambique, le Niger et le Rwanda.

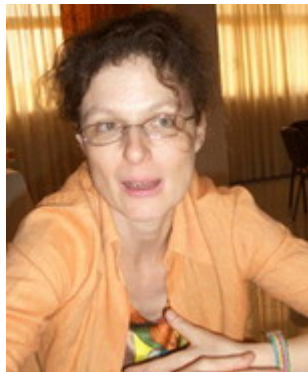
Ils ont également défini, entre autres, le dialogue politique en tant que stratégie d'échange de communication et de négociation pour une meilleure convergence des réformes plus pertinentes de lutte contre la pauvreté. Les discussions autour d'expériences vécues dans chaque pays ont permis aux acteurs de l'éducation de savoir qu'il est possible de construire des réponses nouvelles et convaincantes à de nombreuses questions auxquelles la société fait face à la problématique des langues utilisées à l'école, la réduction des déperditions scolaires, l'augmentation du taux de scolarisation des filles...

C'est à ce titre que l'enseignement bilingue, en application au Burkina Faso, a été expliqué aux participants. Etant en conclave à Ouagadougou, ils ont effectué une visite de terrain dans la province de l'Oubritenga. Cette sortie de terrain leur a permis de clarifier les questions, les enjeux et les conditions de réalisation d'une éducation se déroulant avec d'autres langues que

Journal « Sidwaya » - Burkina Faso

## Christine Panchaud : « Les pays ne sont pas au même stade de développement de leur système éducatif »

lundi 10 avril 2006.



Christine Panchaud

Du 13 au 17 mars 2006 s'est tenu à Ouagadougou le 3e séminaire international de l'UNESCO. A cet effet, nous avons rencontré la coordonnatrice du programme dénommé Analyse et innovation curriculaires, en Afrique subsaharienne pour lutter contre la pauvreté.

**Sidwaya (S).** : Mme Panchaud, pouvez-vous nous présenter le projet « Analyse et innovation curriculaires en Afrique subsaharienne pour lutter contre la pauvreté » ?

Christine Panchaud (C.P.) : Le projet « Analyse et innovation curriculaires en Afrique subsaharienne » regroupe neuf pays : l'Angola, le Burkina Faso, le Mali, la Mozambique, le Burundi, le Congo-Brazaville, le Niger, l'Ile Maurice et le Rwanda.

Ces pays parlent soit le français, soit le portugais. L'idée c'est de travailler en français et de fournir des textes de référence en français parce qu'il existe de nombreux documents et de recherche faits uniquement en anglais. Le projet vise à offrir la possibilité de réfléchir, de penser et de concevoir des outils et d'entreprendre des analyses en français qui soient directement accessibles à l'Afrique francophone et de traduire les documents-clés en portugais pour les lusophones.

**S.** : Quel est l'objectif de ce projet ?

G.P. : Le projet vise à explorer une expérience qui n'a pas été beaucoup étudiée pour l'instant, par rapport à l'éducation et la lutte contre la pauvreté ; En effet, on s'est posé beaucoup de questions sur l'accès à l'école, comment faire en sorte que plus d'enfants aillent à l'école, comment faciliter l'accès aux cantines scolaires, comment avoir plus de sécurité pour les filles sur le chemin de l'école, ou encore plus d'écoles et d'enseignants...

Tout cela se rapporte à l'aspect de la quantité de l'éducation. A Dakar en 2000, ce projet a décidé de se poser la question de l'éducation de qualité pour tous. Ainsi, nous avons essayé d'établir le rapport entre l'éducation en général et la lutte contre la pauvreté au plutôt le curriculum programme scolaire et la lutte contre la pauvreté.

Ainsi, nous avons décidé d'explorer plus les questions liées aux critères de qualité par rapport aux groupes les plus défavorisés ayant le moins de pouvoir dans la société. On se pose aussi la question de savoir comment l'éducation dans les pays pauvres peut contribuer au progrès, au développement et à l'amélioration des conditions de vie des sociétés africaines.

L'objectif du projet c'est de réfléchir sur le type d'éducation qu'il faut à l'Afrique pour sortir de la pauvreté à partir de ses ressources internes. C'est, en somme créer une inter relation entre l'éducation et les conditions de vie existant dans ces pays.

**S. : Quelles politiques éducatives pour les pays membres ? Ces politiques sont-elles suffisamment mûries pour propulser et favoriser le développement des pays membres ?**

C.P. : Les pays ne sont pas au même stade de développement de leur système éducatif. Cependant les difficultés qui se posent à tous ces systèmes éducatifs sont identiques, c'est-à-dire que leur efficacité est de plus en plus décriée, de même qu'ils n'arrivent pas à couvrir totalement l'espace territorial des Etats membres. Ce qui fait que tous les enfants en faiblesse d'âge de scolarisation n'ont pas accès à l'école. A cela, il faut signaler la pertinence des contenus des programmes scolaires.

Si les parents ont la conviction que l'école est utile, ils vont avoir plus de motivation à y envoyer leurs enfants. Aussi, il est important de les retenir à l'école. Il faut éviter des sélections qui excluent définitivement certains du système éducatif.

Pour ce qui est de la pertinence de l'éducation, il faut qu'elle corresponde le mieux aux besoins du pays. Pour ce faire, il faut revoir le système et faire en sorte que les enfants puissent mieux s'en sortir individuellement pour mieux contribuer au développement de leur communauté voire de leur pays.

**S. : Qu'est ce qu'il faut faire pour corriger ces imperfections ?**

C.P. : Pour y parvenir, il convient de revoir le système éducatif, faire en sorte que les enfants puissent s'en sortir individuellement pour mieux contribuer au développement de leur communauté voire de leur pays. Il faut se poser la question sur certains programmes scolaires, par exemple apprendre comment prendre un billet de bus à Paris dans un automate n'est pas la compétence la plus urgente pour un jeune Africain. A cet effet, il faut y repenser et lui transmettre les compétences plus adaptées à son contexte de vie quotidienne. La formation des enseignants doit être prise en compte. Si on change les programmes scolaires il faut faire en sorte que ceux qui les enseignent aient les moyens, les compétences, la formation suffisante adaptée pour les enseigner.

**S. : Qu'est-ce que le projet Analyse et innovation des curricula prévoit pour une meilleure adaptation des programmes d'enseignement ?**

C. P. : C'est justement l'objet de la rencontre de Ouagadougou. Ce n'est pas au Bureau international de l'éducation ou l'UNESCO de dire ce dont un pays a besoin. Tout va dépendre du processus en cours et des ressources disponibles. Les pays ne sont pas au même stade du processus. Certains sont à leur début, d'autres au milieu, d'autres encore sont en train de repenser aux changements qu'ils ont effectués il y a dix ans. Ce qui est important, c'est que chaque pays recense ses priorités à partir de sa propre évaluation. Par rapport à la réalisation de ces changements, l'UNESCO n'est pas une organisation de financement mais l'objectif de ce projet, c'est de donner des arguments et des outils aux pays pour inscrire les changements nécessaires dans leur cadre de leur programmation. Ce projet entrevoit donc, un accompagnement d'ordre technique.

Régine ZERBO  
Séré Angéline KAM (Stagiaire)

le français. Pour remédier aux problèmes d'exclusion des enfants de l'école, les participants de l'Ile Maurice ont partagé avec les autres séminaristes, la stratégie adoptée dans leur pays.

Selon le conseiller pédagogique de ce pays Rajen Semparsadsing, dans leur système éducatif, il existe une filière dite pré-professionnelle ouverte aux enfants qui n'arrivent pas à obtenir leur diplôme de fin de cycle primaire. Cette filière pré-professionnelle récupère ces élèves et les forme pendant trois ans en agriculture, travail du bois, cuisine ... Grâce à ce système, les enfants mauriciens sont maintenus à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans.

Pour faire du changement du curriculum de l'éducation de base un moyen efficace de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne, la rencontre de Ouagadougou a également doté les participants d'outils performants de dialogue politique. Toute chose qui va favoriser une meilleure compréhension du changement du curriculum de l'éducation de base par les décideurs et du même coup susciter la prise de décisions pertinentes, car l'éducation de base est une construction sociale politique et culturelle qui nécessite une participation effective des acteurs-clés.

En cinq jours, les séminaristes ont examiné les voies et moyens susceptibles de lutter contre la pauvreté à partir du changement des curricula de l'éducation de base.

Au regard du travail abattu au cours de ce 3e séminaire international, le ministre délégué chargé de l'Alphabétisation et de l'Education non formelles, Amadou Diemdioda Dicko a salué le dévouement des participants et souhaité qu'ils s'engagent dans des programmes de démultiplication de recherche, de formation, de sensibilisation, d'implantation et d'innovations éducatives dans la perspective de la lutte contre la pauvreté».

---

Copyright © 2006 Sidwaya. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com).

---

Journal Sidwaya

## **UNESCO : reformer les systèmes éducatifs pour lutter contre la pauvreté**

mercredi 15 mars 2006.

L'UNESCO et le Bureau international de l'éducation (BIE) organisent à Ouagadougou, du 13 au 17 mars 2006, le 3e séminaire international de l'UNESCO. Le thème de cette rencontre est : « Dialogue politique et stratégies de mise en œuvre du changement du curriculum ».

Ouagadougou abrite du 13 au 17 mars 2006, le 3e séminaire international de l'UNESCO. Placé sous le thème : « Dialogue politique et stratégies de mise en œuvre du changement du curriculum », cette rencontre regroupe les acteurs de l'éducation de l'Angola, du Burkina Faso, du Burundi, du Congo-Brazzaville, du Mali, de l'Ile Maurice, du Mozambique, du Niger et du Rwanda.

Au cours de cette semaine de travail, les participants vont partager les résultats et les recommandations issus de la première phase du projet ; ils vont examiner leur implication dans le contexte des processus de la réforme déjà à l'œuvre dans les pays participants au projet.

La rencontre de Ouagadougou est l'occasion pour ces séminaristes, d'initier une réflexion systématique sur les processus de changement du curriculum à l'œuvre dans chaque pays et acquérir des compétences en matière de dialogue politique. Aussi vont-ils entamer des discussions en vue d'élaborer et d'adopter une méthodologie et un plan de travail pour la suite du projet.

Pour Mme le ministre en charge de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation Odile Bonkougou, « ce thème, en relation avec la philosophie de l'école, conçu comme levier d'action de la lutte contre la pauvreté et instrument d'intégration socioculturelle de l'individu, constitue une problématique commune à nos différents pays ».

Ainsi, elle a souhaité que, durant cette semaine de travail, les participants trouvent des stratégies d'amélioration du curriculum pour une prise en charge des moyens dont dispose l'éducation ainsi que les possibilités pour subvenir aux besoins des individus et des communautés et lutter contre la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, elle les invite à mener des échanges fructueux tout au long de cette rencontre. Aussi, elle les a rassurés que les gouvernants seront attentifs aux conclusions de leurs travaux.

Régine ZERBO

Sidwaya

Journal Sidwaya

## Enseignement de base : Des partenaires au Centre Manegdbzanga et aux écoles bilingues de Loumbila

jeudi 6 avril 2006.

Le Centre Manegdbzanga et l'inspection primaire de Loumbila ont reçu ce mercredi 15 mars 2006, une visite de partenaires techniques dans les écoles bilingues. Cette visite qui arrive après l'atelier de Tenkodogo sur les possibilités de généralisation de l'enseignement bilingue, a été conduite par Mme Christine Panchaud, chef de délégation de 9 pays dont le Burkina Faso.

L'objectif était de toucher du doigt les réalités du terrain en ce qui concerne l'enseignement bilingue, et de partager l'expérience du Burkina.

Une mission de l'UNESCO était en visite, ce mercredi 15 mars 2006, au centre Manegdbzanga dans la Circonscription d'Education de base de Loumbila. La délégation, conduite par Mme Christine Panchaud du Bureau international d'Education (BIE) qui est un institut de l'UNESCO spécialisé dans le curriculum et les méthodes d'enseignements, était composée de 9 pays à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Rwanda, le Burundi, le Congo Brazzaville, le Mozambique, l'Angola et l'Île Maurice. C'est à l'Espace d'Eveil et d'Education que la visite guidée par des responsables du ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation assistés du responsable de l'OSEO, a commencé. Ce centre prépare les enfants du préscolaire à entrer dans les écoles bilingues après une initiation dans la langue maternelle des enfants.

L'école bilingue de silmiougou fut la seconde étape où la population très impliquée dans les activités de l'école a réservé un accueil des plus chaleureux à la délégation. Activités culturelles, jardinage et prestations scolaires, les élèves sont de tous les combats, dirigés par les enseignants et assistés de leurs parents. En classe, les enfants des différents niveaux ont montré ce dont ils étaient capables. Calcul, grammaire, lecture... le talent des enfants était appréciable dans toutes les classes. Selon le directeur de l'école M. Angélo Ouédraogo, certes des difficultés existent dans l'exécution de la tâche quotidienne. Mais les succès enregistrés, l'harmonie dans laquelle l'école et le village se trouvent, la parfaite intégration de l'école dans le milieu sont des expériences qui méritent d'être vécues par l'ensemble du pays. Le chef de délégation a témoigné toute sa reconnaissance à l'équipe d'encadrement de l'école, à toute la population puis a remis un lot de fournitures scolaires pour les élèves avant que le cortège ne s'ébranle vers le collège multi-langues de Nomgana.

C'est avec joie que les élèves de cet établissement pas comme les autres, ont dansé, chanté en Fulfuldé, moré et jula pour souhaiter la bienvenue aux visiteurs. Ensuite, le directeur a présenté son institution, sa spécificité, avant de préciser qu'elle est la suite logique des écoles bilingues qui leur envoient chaque année des élèves. Il a reçu lui aussi des fournitures scolaires de la part de la délégation. Prenant la parole pour la dernière fois après les multiples étapes, le chef de mission, Mme Panchaud a exprimé toute la satisfaction du groupe qui a touché du doigt dans cette tournée, la vraie réalité de l'enseignement bilingue au Burkina Faso. Je suis heureuse, dit-elle, de voir le continuum, la possibilité de couvrir l'ensemble de l'éducation avec une approche bilingue dans l'éducation de base, et les liens entre les différents niveaux. Tous les participants, poursuit-elle, qui sont des responsables du Curriculum dans les ministères de l'Education de leurs pays, disent qu'ils ont beaucoup appris de cette visite parce que les mots sont devenus réalités.

Après la mise en pratique, ils se sont rendus compte que les difficultés étaient surmontables, qu'il y avait des solutions pratiques et que le Burkina Faso avait vraiment mis sur pied un programme et une démarche extrêmement intéressante et riche en apprentissage pour les autres, a-t-elle conclu.

La mission s'est dirigée ensuite sur Ouagadougou après avoir remercié chaleureusement les responsables du ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, celui de l'OSEO la structure qui accompagne l'expérimentation dans les écoles bilingues, Mme le préfet de Loumbila et Mme l'inspectrice de la Circonscription d'éducation de base de Loumbila pour leur contribution à la réussite de la mission. Nul doute qu'un jour, l'enseignement bilingue dépassera son étape d'expérimentation pour être pratique dans toutes les écoles du Burkina.

Karim Nongba SAWADOGO (AIB/Ziniaré) - Sidwaya